

ASIE

Pékin multiplie les méga-barrages au Tibet aux dépens des sites naturels et des populations locales

L'International Campaign for Tibet, qui défend les droits des populations du Tibet face au pouvoir chinois, sonne l'alarme face au nombre très élevé de barrages construits par Pékin.

VÉRONIQUE KIESEL

Depuis l'invasion du Tibet par les troupes de Mao Zedong en 1950, un an après la proclamation de la République populaire de Chine, Pékin a entrepris une modernisation à marche forcée de cette région. Pour le parti communiste, il s'agit de développer une région arriérée. De nombreux Tibétains estiment, eux, que Pékin surexploite leur région aux dépens de leur culture et de leurs traditions.

« L'accélération de la construction de barrages hydroélectriques le long des principaux cours d'eau du Tibet est l'exemple le plus frappant de l'exploitation de ces ressources naturelles par la République populaire de Chine », explique l'International Campaign for Tibet (ICT). Cette association travaillant à la promotion des droits et libertés démocratiques du peuple tibétain, clairement engagée en faveur du droit à l'autodétermination des Tibétains, vient de publier un rapport très documenté intitulé *Energie hydroélectrique chinoise, une menace pour la culture, la communauté et l'environnement du Tibet*.

La Chine n'étant guère transparente sur ce type de projet, les experts d'ICT ont dû mener des recherches méticuleuses dans la région et établir une cartographie SIG (système d'information géographique permettant de stocker, analyser, gérer et visualiser des données géospatiales) portant sur 193 bar-



Les barrages entraînent régulièrement l'expulsion des Tibétains de leurs habitations et terres traditionnelles

L'International Campaign for Tibet



rages hydroélectriques construits ou planifiés depuis 2000.

Une fois achevés, les 193 barrages analysés dans ce rapport produiraient au total 270 GW d'énergie hydroélectrique, soit la totalité de l'énergie produite par l'Allemagne en 2022. Or, explique le rapport, « 80 % de ces barrages sont de grands ou de méga-barrages qui présentent le risque le plus important pour la civilisation tibétaine, la durabilité environnementale et le climat ». S'ils sont *a priori* beaucoup moins polluants que les centrales au charbon, les barrages ne sont pourtant pas une source d'énergie neutre en carbone. Ils peuvent en effet émettre de grandes quantités de méthane, gaz à effet de serre très puissant. Et ces barrages sont sensibles aux séismes, glissements de terrain et aux fortes précipitations. Et endommagent les écosys-

tèmes en inondant les terres, en perturbant la vie aquatique et en bloquant les flux d'eau et de sédiments en aval, explique le rapport.

L'ICT s'inquiète aussi tout particulièrement du fait que « les barrages entraînent régulièrement l'expulsion des Tibétains de leurs habitations et terres traditionnelles, les privant souvent de manière définitive de leurs moyens de subsistance basés sur la terre et l'eau. Sur les 34 barrages dont les chiffres de "relocalisation" sont publics, au moins 144.468 personnes ont été affectées par ces barrages : 121.651 ayant déjà été expulsées depuis 2000 et 22.817 autres devant encore l'être. Et l'analyse des données dans les zones concernées par 134 barrages dont la géolocalisation est connue suggère que jusqu'à 1,2 million de personnes pourraient être touchées ».

Les projets chinois de méga-barrages au Tibet vont fortement affecter ses paysages et ses écosystèmes.

© IMAGEBROKER/MICHAEL RUNKEL.

En mai dernier, Human Rights Watch (HRW) avait sorti un rapport sur le déplacement forcé de Tibétains vivant en zone rurale. Il n'était pas question de barrages mais, selon Maya Wang, directrice Chine a.i. pour HRW, « le gouvernement affirme que la relocalisation de villages tibétains est volontaire, ce que les informations des médias officiels démentent. Elles montrent clairement que lorsqu'un village entier est visé par une relocalisation, il est pratiquement impossible pour ses habitants de refuser de déménager sans subir de graves répercussions ».

« Parallèlement aux programmes actuels du gouvernement chinois visant à assimiler l'éducation, la culture et la religion tibétaines aux valeurs de la "nation chinoise", poursuit HRW, « la délocalisation des communautés rurales érode ou porte atteinte à la culture et aux modes de vie tibétains, notamment parce que la plupart des programmes de réinstallation au Tibet entraînent le déplacement d'agriculteurs et d'éleveurs vers des zones où ils ne peuvent pas exercer leurs moyens de subsistance. »

Tout en étant bien conscient de ce que « l'absence totale d'une société civile sous le régime de Xi Jinping laisse peu d'espoir quant à la moindre possibilité de représentation, de débat sain et de développement durable », l'International Campaign for Tibet plaide donc pour que « la Chine change radicalement de cap afin de tirer surtout parti des énergies renouvelables telles le solaire et l'éolien, en évitant les dommages néfastes des barrages hydroélectriques. Le choix de leur localisation doit tenir compte des écosystèmes fragiles, des besoins de la faune, des sites sacrés et des priorités des communautés locales, en privilégiant la cogestion », par exemple en installant des panneaux photovoltaïques combinés à des pâturages.

Barrages hydroélectriques au Tibet

